

## **Une nouvelle loi régionale des écomusées dans le Piémont Retour sur une exception italienne**

*(Rédaction revue et augmentée de mon intervention lors du Convegno Ecomusei in Piemonte,  
tenu à Turin, le 22 mars 2019)*

Mots-clés : Législation des écomusées, patrimoine, participation, développement local, laboratoire écomuséal, inventaire, coopération, réseaux.

### **English summary**

*Key words : Ecomuseum legislation, heritage, community participation, local development, research on ecomuseology, inventory, cooperation, networks*

*The intervention stresses the international significance of the new Ecomuseum Law passed by the Regional Council of Piedmont, as a result of the evaluation and critical analysis of the first law of 1995. Five items of particular importance are summarily developed : (1) the renewed assertion of the principle of participation and the role of the ecomuseum in local development; (2) the central function of the global heritage participatory inventory and the mediation role of the ecomuseum, both with the community and the visitors; (3) the necessary cooperation and networking between ecomuseums, within Piedmont and also at national and international levels; (4) a reinforced evaluation process of each ecomuseum, along three different perspectives, namely the structure itself, the ecomuseum social impact and usefulness, and the procedures and methods; (5) the innovative Laboratorio Ecomusei, as a research, documentary and self-training facility serving all ecomuseums in the Piedmont region and beyond.*

La loi piémontaise n°13 du 13 août 2018 est un évènement qui dépasse les limites du Piémont et même de l'Italie, car elle succède, en l'améliorant considérablement, à la toute première loi, qui a montré la voie, dès 1995, à ce qui allait devenir une exception italienne dans le domaine du patrimoine et des musées. Grâce à l'intuition et à l'intelligence politique d'élus et de professionnels, le patrimoine vivant se voyait ainsi reconnaître, au niveau régional, la valeur d'une ressource essentielle pour le développement des territoires. Et la gestion de cette ressource est confiée par la loi, à l'écomusée, c'est à dire à la collaboration entre les différents acteurs de chaque territoire : l'administration, la communauté des habitants et l'ensemble des institutions locales publiques et privées.

Le Piémont a fait école : une douzaine de lois régionales sont déjà en vigueur. Et il était possible de dresser

un bilan, du moins pour quelques régions pionnières qui ont entrepris de revoir la rédaction de leurs lois à la lumière de l'expérience acquise. La nouvelle loi du Piémont a une importance particulière, parce qu'elle s'appuie sur 23 ans de pratiques d'une cinquantaine d'écomusées, dont près de la moitié sont maintenant rassemblés dans la *Rete degli Ecomusei Piemonte*. Ces écomusées ne sont pas des initiatives isolées : la création, dès la fin des années 90, du Laboratorio Ecomusei, suivie plus récemment de la constitution de la *Rete*, a créé les conditions d'un soutien permanent de la Région et d'une mutualisation des expériences, des méthodes et des moyens humains.

L'histoire des écomusées italiens est fascinante et je la suis depuis plus de vingt ans avec une grande attention. J'ai essayé de rendre compte de mon expérience limitée dans un chapitre de mon dernier livre<sup>1</sup> qui va être bientôt publié en traduction italienne. J'ai observé l'évolution des écomusées du Piémont, depuis que Ermanno di Biaggio, le fondateur du Laboratorio Ecomusei, m'a initié à leur diversité et à leur créativité, il y a plus de vingt ans. Malheureusement je n'ai visité que quelques uns de ces écomusées, mais j'ai toujours été impressionné par la personnalité de leurs coordonnateurs.

Et, bien sûr, j'ai plus particulièrement étudié la nouvelle loi, en la comparant à la première, et je veux, de ma position d'observateur extérieur, souligner quelques points qui me paraissent avoir une forte signification, pour le mouvement des écomusées et des musées communautaires en général, et bien au delà de l'Italie.

**1. Le concept de développement et le principe de participation**, associés à la notion essentielle de responsabilité collective sur le patrimoine sont réaffirmés et approfondis. On est là dans une approche claire et déterminée qui rompt avec des schémas mentaux encore très présents chez les politiques comme chez les citoyens, parmi lesquels : la gestion du patrimoine est trop souvent considérée comme un objectif purement culturel ; le mot écomusée comprend le terme musée qui le rattache implicitement à une catégorie institutionnelle très réglementée ; l'environnement, le paysage et le cadre de vie semblent appartenir à d'autres logiques et à d'autres professions. Ici, et la loi est très claire, nous avons une invitation formelle à tous les acteurs du développement des territoires d'avoir à prendre en compte le patrimoine dans leurs bilans, dans leurs diagnostics, dans leurs plans et dans leurs programmes, et cela dans toutes les dimensions de ce patrimoine, naturelle et culturelle, matérielle et immatérielle, sans oublier le paysage évidemment. La loi autorise – je dirais même qu'elle invite – l'écomusée à se mêler de choses aussi sérieuses que l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'impact du changement sur l'habitat, le niveau de vie, les traditions, les activités productives.

J'ai souvent constaté, dans divers pays, que des écomusées étaient difficilement acceptés comme partenaires et comme acteurs du développement, et qu'ils étaient parfois timides dans leurs relations avec les secteurs techniques de l'aménagement ou avec les professionnels de l'économie ou de la société. C'est pourtant là que l'utilité sociale de l'écomusée peut le mieux se manifester et que le patrimoine, non seulement le plus remarquable et le plus reconnu, mais aussi et surtout le plus modeste et le plus vivant, peut apparaître comme le bien commun, la ressource commune de toute stratégie de développement.

Merci à la Région Piémont d'avoir si bien formulé cela et d'accepter de donner à l'écomusée les moyens de

---

1 Hugues de Varine, *L'Ecomusée, singulier et pluriel*, Paris, L'Harmattan, 2017.

jouer son rôle de structure transversale qui met en jeu toutes les disciplines de la connaissance et tous les domaines de l'activité sur les territoires.

**2. L'inventaire (participatif) du patrimoine et la mission de médiation** entre le patrimoine et la communauté sont placés au centre de l'écomusée. J'y retrouve le pacte fondateur proposé autrefois par *Mondi Locali*. Certes, ce sont maintenant et depuis longtemps des pratiques habituelles des écomusées italiens. La méthode de la Mappa di Comunità a été si souvent utilisée et décrite qu'elle est devenue en quelque sorte une caractéristique de l'écomusée italien. Mais on va maintenant plus loin et le travail d'inventaire a été approfondi et élargi à la dimension immatérielle du patrimoine. Il devient permanent et utilise de plus en plus les moyens des médias et du numérique.

Nous avons vu en 2016, lors de la Conférence de l'ICOM à Milan et du Forum des écomusées qui l'accompagnait, que les écomusées peuvent apporter sur ce point des leçons de méthode à tous les musées et aux autres institutions du patrimoine, dès lors qu'ils veulent, pour être en mesure de gérer le paysage culturel global comme le demande la Déclaration de Sienne, être capables de reconnaître et d'inventorier l'ensemble du patrimoine de leurs territoires. Il en va de même pour les institutions qui représentent les monuments et les sites. L'écomusée est l'instrument type de la gestion du patrimoine total de tout territoire. Ici encore le Piémont a un rôle initiateur.

J'insiste aussi sur la fonction de médiation, qui est très différente de celle, plus classique, d'éducation car elle s'appuie sur la connaissance et l'expérience que chaque membre de la communauté a de son patrimoine vivant et de son territoire. L'écomusée les révèle et les met en valeur, les partage et les transmet en faisant de chaque habitant un médiateur actif, ou au moins potentiel, qui communique dans son propre langage son savoir à ses voisins, aux nouveaux résidents, aux visiteurs occasionnels et même aux touristes. Je crois d'ailleurs que la médiation mériterait une recherche, une sensibilisation et une formation spécifiques, par exemple dans le cadre du Laboratoire et du Réseau. Cela pourrait profiter à toutes les institutions du patrimoine.

**3. La coopération entre les écomusées**, comme la *Rete Regionale* du Piémont en montre un exemple remarquable depuis maintenant dix ans, me semble extrêmement importante, surtout pour un territoire régional qui possède autant d'écomusées très divers que le Piémont. Elle leur permet de disposer d'une double représentation et d'une double coordination, l'une publique, découlant de la loi et appliquant ses principes et ses règles, l'autre associative, la *Rete regionale*, qui a été remarquablement présentée par son président lors de ce Convegno. Elle assure la circulation de l'information, la défense des intérêts communs, la coopération sur des thèmes et des projets, la relation partenariale avec le Conseil régional.

Ce Réseau est aussi un outil de relation avec les réseaux des autres régions et en général les écomusées italiens, ce qui est extrêmement important, au moment où se prépare la création d'un réseau national et où se précisent les relations entre le mouvement des écomusées et l'administration des Beni Culturali. C'est aussi un moyen d'assurer des échanges avec les instances de l'ICOM Italie et naturellement avec le reste du monde.

J'ai constaté l'an dernier l'efficacité de la collaboration dont font preuve la coordinatrice régionale, Eliana, et le réseau, lors du stage Erasmus dont a bénéficié l'année dernière une collègue brésilienne, Nadia Almeida, coordinatrice de l'écomusée de Maranguape, au Ceará. Nadia a bénéficié de l'accueil magnifique de plusieurs écomusées piémontaises, elle a appris un peu l'italien et est en train de préparer un travail de recherche et un rapport sur son expérience italienne et sur les ressemblances et les différences qu'elle a notées entre son écomusée brésilien et ceux qu'elle a connus dans le Piémont. Déjà, il y a quelques années, Riccardo Avanzi et Giuliano Salvatore, de l'écomusée AML, avaient accueilli une étudiante de l'Université de Bourgogne pour plusieurs mois et l'avaient initiée à l'écomuséologie et au travail de terrain. L'année dernière encore, dans une autre région, le Trentin, la coordinatrice régionale, Adriana Stefani, a reçu et fait visiter les écomusées du Trentin à deux jeunes chercheuses en patrimoine françaises, de Normandie, qui en sont revenues pleines de nouvelles idées et de projets pour leurs propres actions. J'avais moi-même amené en 2011 quatre collègues brésiliens au Laboratorio de Turin et dans des écomusées de Piémont et de Lombardie, ce qui a entraîné des échanges durables entre les écomusées des deux pays. Ces exemples démontrent le rayonnement des écomusées italiens au-delà des frontières, comme l'avaient fait en 2016 le Forum de Milan et ensuite la plateforme DROPS qu'anime Raul Dal Santo.

**4. L'évaluation** apparaît, non seulement comme une condition légitime de l'attribution et du maintien du label "écomusée", mais aussi et peut-être surtout comme une manière d'améliorer constamment la qualité des méthodes et de confirmer la réalité de l'utilité sociale de chaque écomusée. Le processus écomuséal nécessite un suivi critique aussi permanent que possible, qui doit être, je crois, réalisé volontairement par ses acteurs eux-mêmes, de préférence accompagnés par un regard extérieur. Ce n'est pas une procédure de bilan ou d'inspection, qui aurait pour conséquence d'éventuelles sanctions, mais bien un travail collectif d'auto-examen qui doit entraîner une amélioration consensuelle des objectifs, des méthodes et des programmes. Il ne s'agit pas de produire des résultats quantitatifs ou des statistiques prétendument "objectives". C'est aussi en quelque sorte une démarche d'auto-formation des personnes qui sont les plus impliquées dans la vie de l'écomusée et qui souvent n'ont pas reçu de qualification professionnelle spécifique.

Les écomusées italiens, et en particulier ceux du Piémont, ont déjà à plusieurs reprises, fait l'objet de réflexions et d'expérimentations sur ce thème. Personnellement, j'avais tenté, en 2015, une approche théorique, à la demande de Raul Dal Santo et des écomusées de Lombardie, que je voudrais rapidement vous présenter, non pas comme un modèle ou un avis d'expert, mais comme une contribution, peut-être un peu provocante, à votre réflexion. Toute auto-évaluation doit être décidée, conçue et réalisée par les personnes qui en prennent l'initiative, et cela autant que possible de façon collective et contradictoire, afin d'aboutir à des décisions par consensus.

On trouvera en annexe les trois tableaux que j'avais soumis à Raul Dal Santo. Ils tentent de répondre à trois problématiques de tout écomusée que je crois nécessaire de traiter séparément :

- *Évaluation de la structure* elle-même : un écomusée n'est pas une institution ordinaire, ses paramètres peuvent, et souvent doivent, évoluer : le territoire, la démographie, le concept même de patrimoine, les moyens humains et matériels, le passage des générations, les objectifs principaux et secondaires, explicites

et implicites, les modalités de participation, parfois aussi le statut juridique, autant d'éléments qu'il convient de reformuler et de remettre en cause périodiquement, pour pouvoir assurer la soutenabilité de l'écomusée.

- *Évaluation de l'impact* sur la communauté, qui permettra une *mesure de l'utilité sociale* de l'écomusée : la gestion du patrimoine n'est pas la seule fonction de l'écomusée et ce n'est pas seulement l'effet produit sur le patrimoine qu'il faut examiner et mesurer, mais bien l'impact sur toutes les dimensions du développement local de façon dynamique, c'est à dire en accompagnant les changements endogènes et exogènes qui affectent le territoire et la communauté.

- *Évaluation du processus écomuséal et des méthodes employées*, afin de toujours améliorer l'efficacité de l'action sous ses différentes formes : modalités de la participation, représentativité, productions, communication, respect des principes éthiques, etc. Des compétences extérieures peuvent être invitées à apporter des éléments techniques complémentaires, pour aider à la prise de décisions sur les mesures à prendre.

Je crois souhaitable de confier chaque type d'évaluation à un ou des groupes différents d'auto-évaluateurs, choisis en raison de leur expérience et de leur relation aux sujets traités, sur la base du volontariat ou par tirage au sort.

**5. Le Laboratorio Ecomusei** est justement reformulé et institutionnalisé dans la nouvelle loi. Ce laboratoire n'est pas une idée nouvelle, puisqu'il existe depuis vingt ans, mais c'est une structure unique, à ma connaissance, dans le monde de la nouvelle muséologie et des écomusées. Consacré évidemment à la recherche-action et au soutien scientifique et technique au profit des écomusées du Piémont, existants ou en projet, il est aussi, depuis le début, une banque de données sur les écomusées italiens et sur les textes qui les régissent. Et je sais par expérience, comme je l'ai déjà dit, qu'il est ouvert sur les échanges et la coopération avec les écomusées du reste du monde.

Dans un mouvement écomuséal qui ne possède pas de programmes réguliers de formation professionnelle, ou de centres de recherche universitaires dédiés, le Laboratorio, avec des moyens humains et matériels réduits, a rempli et remplit encore une mission de documentation, d'études et de soutien, en interaction avec le Réseau régional des écomusées et avec les universités du territoire. Il peut susciter un mouvement collaboratif associant sur des thèmes précis issus des pratiques et des problématiques du terrain les divers types d'acteurs du patrimoine et du développement des territoires, pour nourrir leurs réflexions, donner lieu à des publications, à des rencontres de travail, à des sessions de formation. Déjà, dans le passé, les écomusées du Piémont ont montré la voie : des réunions auxquelles j'ai participé directement ou indirectement à Prali, à Biella, à Ponte Bernardo et encore récemment à Ivrea et ce Convegno lui-même montrent le potentiel du Laboratorio et la richesse des matériaux et des informations que les écomusées, individuellement et collectivement, peuvent apporter aux acteurs et aux responsables politiques, administratifs, institutionnels, associatifs de la connaissance et de la gestion du patrimoine sous toutes ses formes.

\*

A l'issue de cette petite intervention, je ne peux que remercier le Conseil régional qui m'a invité, bien qu'étranger, à venir écouter ces praticiens que je connais et que j'admire depuis longtemps, et qui m'a permis d'exprimer, sans doute très mal et de façon trop superficielle, mes réactions à ce texte de loi qui va certainement provoquer un nouveau développement du mouvement écomuséal en Piémont. Je ne pourrai exprimer ma gratitude qu'en faisant connaître le plus largement possible dans mes réseaux à l'international, ce que j'ai vu et entendu ici. Je m'y engage. Merci encore et à bientôt j'espère.

Hugues de Varine

## Annexes – Schémas indicatifs pour les trois évaluations

### 1. Évaluation de la structure

Mots-clés	Indicateurs	Evolution	Décisions
Territoire	Cartes (atlas) Plans		
Paysage	Observatoire Photothèque		
Population	Démographie, CSP Pyramide des âges		
Communauté	Vie associative Capital social Ressources humaines Tendances		
Patrimoines	Mappa et inventaire participatif Collections écomuséale et muséale Archives multimédia Documentation		
Gouvernance	Statut, règlement intérieur Organigramme Fonctionnement des organes		
Budget	Ressources propres Financements publics Financements privés Perspectives à moyen et long terme		
Ressources humaines	Volontaires Salariés Compétences disponibles dans la communauté Collaborateurs extérieurs		
Participation	Information Consultation Concertation Décision partagée Initiatives		
Objectifs	Principaux Secondaires Implicites Explicites		

## 2. Évaluation de l'impact et mesure de l'utilité sociale

Impact sur :	Indicateurs	Evolution	Décisions
Les habitants	Connaissance de l'écomusée Participation avant et pendant, Satisfaction		
Le patrimoine	Connaissance Soin et responsabilité Vie/mort du patrimoine Soutenabilité		
Le développement	Participation à la décision Coopération avec les autorités, les acteurs sociaux et économiques		
Le tourisme	Quels touristes ? Statistiques Satisfaction Capacité d'accueil et de résistance Services		
L'image du territoire	En interne En externe Dans les médias Chez les investisseurs		
L'image de soi	Confiance en soi Capacité d'initiative Autonomie		
Le cadre de vie	Paysage Utilisation du patrimoine Utilisation de l'espace, du bâti...		
La qualité de la vie	Intergénérationnel Éducation des jeunes et des adultes Solidarité/entraide		
L'économie	Exploitation des ressources locales Productions traditionnelles ou nouvelles Nouveaux services Création et maintien d'emplois		
La politique locale	Relations avec les pouvoirs locaux et extérieurs Participation aux décisions		
Les parties prenantes (stakeholders)	Partenaires économiques, associatifs, locaux et extérieurs		



### 3. Évaluation du processus et des méthodes

Mots-clés	Indicateurs	Evolution	Décisions
Coordination	Relation au territoire Efficacité Compétence		
Groupe(s) de travail	Composition Objectifs Représentativité Production		
Panels	Sélection Pertinence Production Suivi		
Accompagnateur extérieur	Origine Statut Périodicité d'intervention Production		
Synthèses et rapports	Fréquence Volume Langage Participation Diffusion		
Restitution	Modalités Destinataires Satisfaction		
Validation	Par qui ? Modifications Publicité		
Décisions	Partage Mise en œuvre Suites données		
Communication	Verbale, écrite Médias Réseaux sociaux Retours		
Principes	Éthique Écomuséologie Participation Utilité sociale Créativité Soutenabilité		
Méthodes	<i>(à définir pour chaque action)</i>		